

N° 11-626-X au catalogue — 2020002 - N° 104  
ISSN 1927-5048  
ISBN 978-0-660-34942-8

## Aperçus économiques

# Développements récents de l'économie canadienne, 2020 : COVID-19, première édition

par Guy Gellatly

Date de diffusion : le 26 mai 2020



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

---

## Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca).

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

**Courriel** à [STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca](mailto:STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca)

**Téléphone** entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- |   |                |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques                                    | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur   | 1-514-283-9350 |

### Programme des services de dépôt

- |                             |                |
|-----------------------------|----------------|
| • Service de renseignements | 1-800-635-7943 |
| • Télécopieur               | 1-800-565-7757 |

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca) sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

## Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Industrie 2019

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

*This publication is also available in English.*

---

# Développements récents de l'économie canadienne, 2020 : COVID-19, première édition

par Guy Gellatly

Cet article de la série *Aperçus économiques* met en évidence les changements soudains de la conjoncture économique alors que les ménages et les entreprises s'adaptent aux restrictions sociales et économiques visant à contenir la propagation de la COVID-19. Il s'agit du premier d'une série d'articles qui présenteront une analyse intégrée des répercussions économiques de la COVID-19 à mesure que de nouvelles données et de nouveaux renseignements deviennent disponibles.

Ce premier rapport est fondé sur des données accessibles au public en date du 20 mai 2020. Il porte sur les reculs sans précédent de l'activité sur le marché du travail en mars et avril alors que l'éloignement physique et les fermetures d'entreprises ont eu des répercussions sur de nombreux secteurs de l'économie. Il met en évidence de nouvelles données tirées de l'*Enquête canadienne sur la situation des entreprises*, qui fournit des renseignements sur la mesure dans laquelle les entreprises de différents secteurs ont adapté leurs activités en réaction à la pandémie. L'article examine aussi les répercussions de la COVID-19 sur le commerce des marchandises et les ventes du secteur de la fabrication au Canada en mars, alors que les mesures de santé publique ont commencé à avoir des répercussions sur la production dans le secteur de la fabrication.

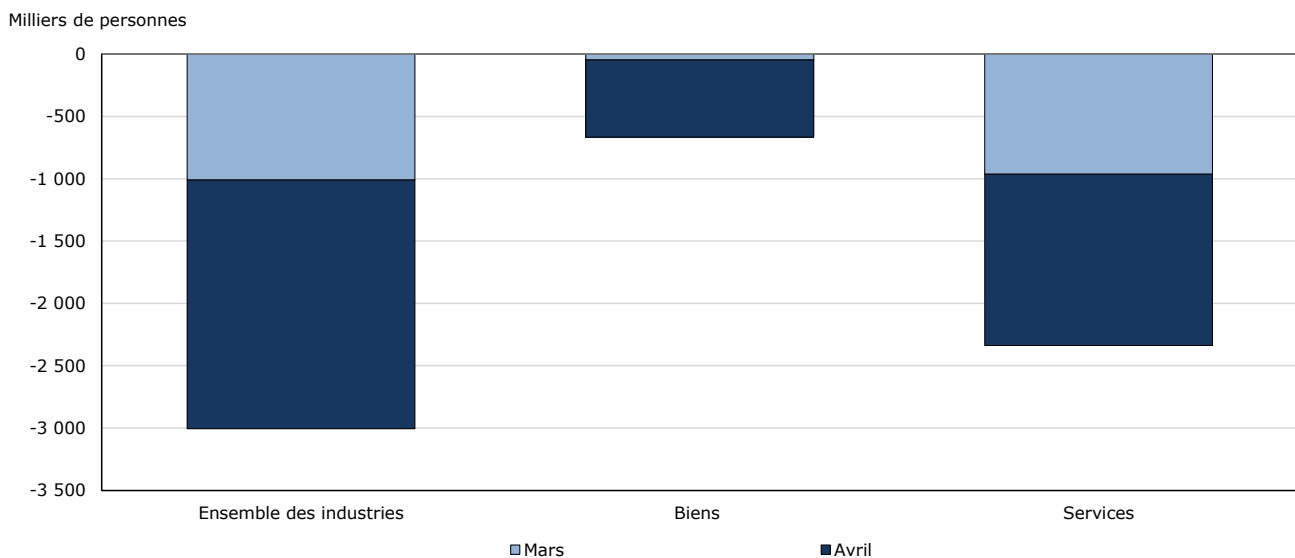
## Aperçu

L'emploi total a baissé de trois millions de février à avril 2020 alors que les mesures d'éloignement physique et les fermetures dues à la crise économique ont donné lieu à des reculs sans précédent de l'activité sur le marché du travail. Le total des heures travaillées a diminué de près de 30 % au cours de cette période de deux mois. Le commerce de marchandises au Canada en mars a baissé pour atteindre son niveau le plus bas depuis janvier 2018 alors que les activités de fermeture dans le secteur de la fabrication ont pesé sur les exportations et les importations. En mars, les ventes du secteur de la fabrication sont tombées à leur niveau le plus bas depuis le milieu de 2016, les ventes des fabricants de véhicules automobiles de même que celles des fabricants de pièces pour véhicules automobiles ayant diminué de plus de 30 %. L'inflation globale des prix à la consommation a reculé sous la barre de 1 % en mars pour la première fois depuis le printemps de 2015, alors que d'importantes baisses des prix de l'énergie ont donné lieu à la décélération la plus rapide d'une année à l'autre de l'indice d'ensemble depuis septembre 2006. En avril, de plus bas prix de l'énergie ont mené le taux global à présenter des valeurs négatives pour la première fois depuis septembre 2009. Des estimations éclair du produit intérieur brut, publiées au milieu d'avril, ont projeté un recul de 9 % du PIB mensuel en mars et un recul de 2,6 % pour le premier trimestre de 2020.

## Baisses sans précédent de l'activité sur le marché du travail en mars et avril

Le rapport sur l'emploi de mars a fourni une évaluation initiale de la mesure dans laquelle l'activité sur le marché du travail a été touchée alors que la pandémie de COVID-19 progressait rapidement. La semaine de référence de l'Enquête sur la population active de mars s'est déroulée du 15 au 21 mars, au moment où de nombreuses entreprises et organisations ont commencé à ralentir leurs activités ou ont fermé, alors que l'état d'urgence était déclaré un peu partout au pays<sup>1</sup>. Toutefois, les données sur la population active pour mars ont été recueillies avant les fermetures obligatoires des entreprises non essentielles que plusieurs provinces, y compris l'Ontario et le Québec, ont décrétées plus tard au cours du mois.

**Graphique 1**  
**Baisses de l'emploi, mars et avril 2020**

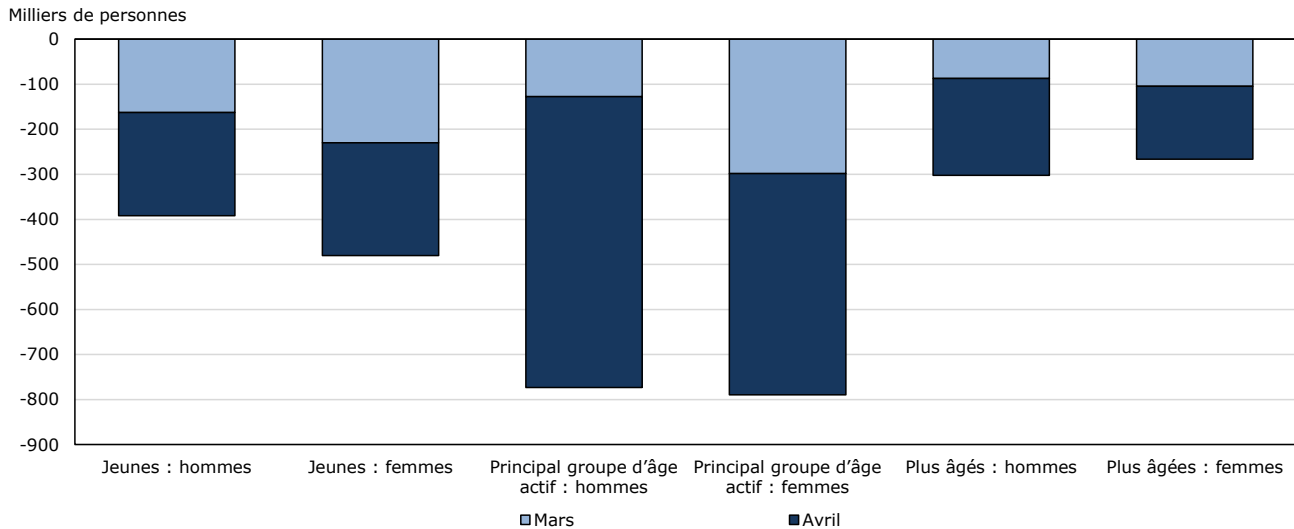


Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0355-01.

1. Les renseignements sur les annonces du gouvernement et des entreprises au sujet de la COVID-19 sont disponibles dans les éditions de mars et d'avril de *Nouvelles économiques canadiennes* : <https://www.statcan.gc.ca/fra/quo/bdd/nec/index>.

Les mises à jour hebdomadaires sur les répercussions de la COVID-19 sur les principaux indicateurs économiques publiés par Statistique Canada sont disponibles dans le *Tableau de bord sur l'économie du Canada et la COVID-19* : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/71-607-x2020009-fra.htm?HPA=1>

**Graphique 2**  
**Baisses de l'emploi selon le groupe d'âge et le sexe, mars et avril 2020**



**Notes :** Jeunes : 15 à 24 ans; Principal groupe d'âge actif : 25 à 54 ans; Plus âgés : 55 ans et plus.  
**Source :** Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

L'emploi total a reculé de plus d'un million en mars; les baisses enregistrées chez les employés du secteur privé ont représenté plus de 80 % de la diminution totale. Plus de la moitié des pertes ont été enregistrées dans le travail à temps partiel, et presque toute la baisse a eu lieu dans les industries de service, celles des services d'hébergement et de restauration ainsi que du commerce de gros et du commerce de détail ayant déclaré les pertes les plus importantes (graphique 1). Les jeunes travailleurs et les femmes du principal groupe d'âge actif ont été les plus touchés par les pertes d'emploi en mars (graphique 2).

Le taux de chômage officiel en mars a crû pour atteindre 7,8 %, un chiffre qui, dans le contexte actuel, sous-estime l'ampleur des transitions au chômage qui se produisaient dans l'ensemble des industries de service. Si le taux de chômage était ajusté pour inclure les personnes qui ont travaillé récemment et qui voulaient un emploi, mais qui n'ont pas été comptabilisées comme étant au chômage parce qu'elles ne cherchaient pas de travail, un grand nombre probablement à cause de la COVID-19, il aurait atteint 8,9 % en mars.

Le taux d'emploi, qui mesure la portion de la population en âge de travailler qui est occupée, traduit plus directement l'ampleur des pertes d'emploi. En mars, le taux d'emploi a baissé de 3,3 points de pourcentage pour se fixer à 58,5 %, soit le taux le plus bas depuis 1997. Chez les travailleurs du principal groupe d'âge actif, le taux d'emploi en mars était de 80,2 %, tandis que leur taux de chômage officiel a augmenté, étant passé à 6,6 %.

La baisse mensuelle de l'emploi enregistrée en mars, selon les données recueillies au milieu du mois, est environ deux fois et demie plus importante que la diminution cumulative observée au cours de la récession de 2008-2009<sup>2</sup>. De septembre 2008 à juin 2009, l'emploi global a diminué de 400 000, alors que le taux de chômage a augmenté pour atteindre 8,7 % et le taux d'emploi a reculé pour passer à 61,3 %. Le taux d'emploi chez les travailleurs du principal groupe d'âge actif pendant cette période de neuf mois est resté à 80 % ou plus, ce qui est similaire au taux observé en mars.

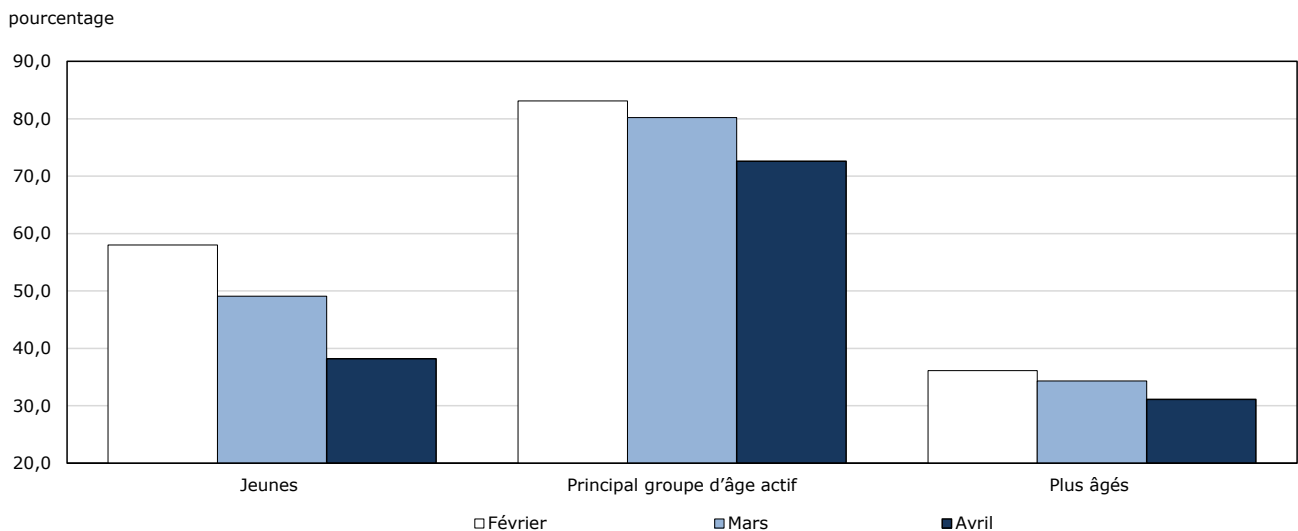
2. De même, un peu moins du quart de la population active était pleinement ou partiellement sous-utilisée en mars, ce qui représente environ le double du taux observé au plus fort de la récession de 2008-2009.

Le rapport sur l'emploi d'avril a fait plus de lumière sur l'incidence de la COVID-19 sur le marché du travail canadien. L'emploi total a reculé de près de deux millions en avril, avec des baisses sans précédent dans les industries des biens et des services et chez les hommes et les femmes du principal groupe d'âge actif (graphiques 1 et 2). Près des trois quarts de ces pertes d'emploi touchaient des emplois à temps plein. Les pertes générales observées en avril s'expliquent encore une fois par les importantes baisses dans les services d'hébergement et de restauration et le commerce de gros et de détail, alors que les pertes d'emploi se sont propagées aux secteurs de la construction et de la fabrication<sup>3</sup>. En avril, l'emploi chez les hommes du principal groupe d'âge actif a diminué de 646 000, un nombre presque cinq fois plus élevé que le nombre d'emplois perdus chez ce même groupe en mars, tandis que l'emploi chez les femmes du principal groupe d'âge actif a reculé de 491 000 en avril, après des pertes d'environ 300 000 en mars. Les baisses chez les jeunes travailleurs et les travailleurs plus âgés se sont aussi grandement accélérées en avril.

Le taux de chômage officiel a augmenté de 5,2 points de pourcentage en avril pour atteindre 13,0 %. S'il était ajusté pour tenir compte des personnes qui ont travaillé récemment et qui désiraient travailler, mais qui n'ont pas cherché de travail pour des raisons pouvant être liées à la COVID-19, le taux de chômage se serait élevé à 17,8 %.

Le taux d'emploi au Canada est tombé à un creux sans précédent de 52,1 % en avril, ce qui représente près de 10 points de pourcentage de moins que le taux observé en février. Chez les travailleurs du principal groupe d'âge actif, le taux d'emploi a diminué en avril pour passer à 72,6 %, ce qui constitue le niveau le plus bas depuis octobre 1984. Plus des trois quarts des hommes du principal groupe d'âge actif étaient en emploi en avril, tout comme près de sept femmes du principal groupe d'âge actif sur dix. Par contre, moins de quatre jeunes sur dix âgés de 15 à 24 ans travaillaient en avril, le taux d'emploi ayant baissé de près de 20 points de pourcentage chez les jeunes depuis février (graphique 3).

**Graphique 3**  
**Taux d'emploi selon le groupe d'âge, février à avril 2020**



**Notes :** Jeunes : 15 à 24 ans; Principal groupe d'âge actif : 25 à 54 ans; Plus âgés : 55 ans et plus.  
**Source :** Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

3. Dans le secteur de la construction, l'emploi est resté stable en mars, avant de reculer de 314 000 en avril. De même, dans le secteur de la fabrication, l'emploi a reculé de 35 000 en mars, avant de baisser de 267 000 en avril.

Alors que l'emploi total a diminué de 15,7 % de février à avril, la contraction de l'activité sur le marché du travail a été plus sévère en ce qui a trait aux heures perdues, le total des heures travaillées ayant reculé de 27,7 % au cours de cette période de deux mois. Les industries de service, aux prises avec de graves reculs dans les services d'hébergement et de restauration, les services de santé et d'assistance sociale, le commerce de gros et de détail ainsi que les services d'enseignement, ont perdu des heures à un rythme plus rapide en mars, tandis que les baisses dans les industries de biens se sont accélérées en avril, alimentées par une réduction des heures travaillées dans les secteurs de la construction et de la fabrication.

Bon nombre des pertes d'emploi les plus importantes en mars et avril ont été observées dans les industries de service où la rémunération moyenne est plus faible et parmi les emplois qui offrent moins de sécurité. Les baisses importantes de l'emploi et des heures ont été beaucoup moins apparentes dans les services à rémunération élevée, comme les services professionnels, les services financiers et l'administration publique, où les employés ont souvent plus de latitude pour travailler à domicile. La perte d'un nombre disproportionné d'emplois à faible rémunération a eu d'importantes répercussions sur les salaires horaires moyens pour l'économie dans son ensemble, qui ont augmenté de plus de 10 % par rapport à avril 2019.

L'Enquête sur la population active d'avril questionnait aussi les répondants à propos de leurs préoccupations quant à leur sécurité d'emploi. Environ 40 % des Canadiens qui étaient en emploi en avril, mais ont travaillé moins de 50 % de leurs heures normales, ont indiqué qu'ils avaient peur de perdre leur emploi dans les quatre semaines suivantes, soit près de quatre fois plus que le taux déclaré chez ceux dont les heures travaillées en avril ont été relativement peu touchées. Les préoccupations au sujet de la sécurité d'emploi étaient particulièrement évidentes chez les personnes travaillant dans les services à faible rémunération comme les services d'hébergement et de restauration et les services de soins personnels<sup>4</sup>.

### **Les entreprises ont fourni des renseignements sur le réaménagement des effectifs et la résilience des entreprises**

Statistique Canada, en partenariat avec la Chambre de commerce du Canada, a mené une enquête spéciale en avril dans le cadre de laquelle des entreprises ont fait état des répercussions de la COVID-19 sur leurs activités. Des représentants de plus de 12 600 entreprises ont pris part à l'enquête<sup>5</sup>. Près des deux tiers des entreprises ont indiqué qu'elles avaient été grandement affectées par la baisse de la demande de leurs produits ou services, et près des trois quarts ont déclaré qu'elles avaient subi des conséquences négatives en raison des mesures d'éloignement social.

Les entreprises ont aussi fourni des renseignements sur l'ampleur du réaménagement de leurs effectifs. Sur le plan qualitatif, ces réaménagements correspondent étroitement aux données de l'Enquête sur la population active indiquées précédemment. Quatre répondants sur dix ont déclaré avoir mis des travailleurs à pied en raison de la COVID-19, y compris deux tiers des entreprises qui offrent des services d'hébergement et de restauration, plus de la moitié des détaillants et environ la moitié des entreprises

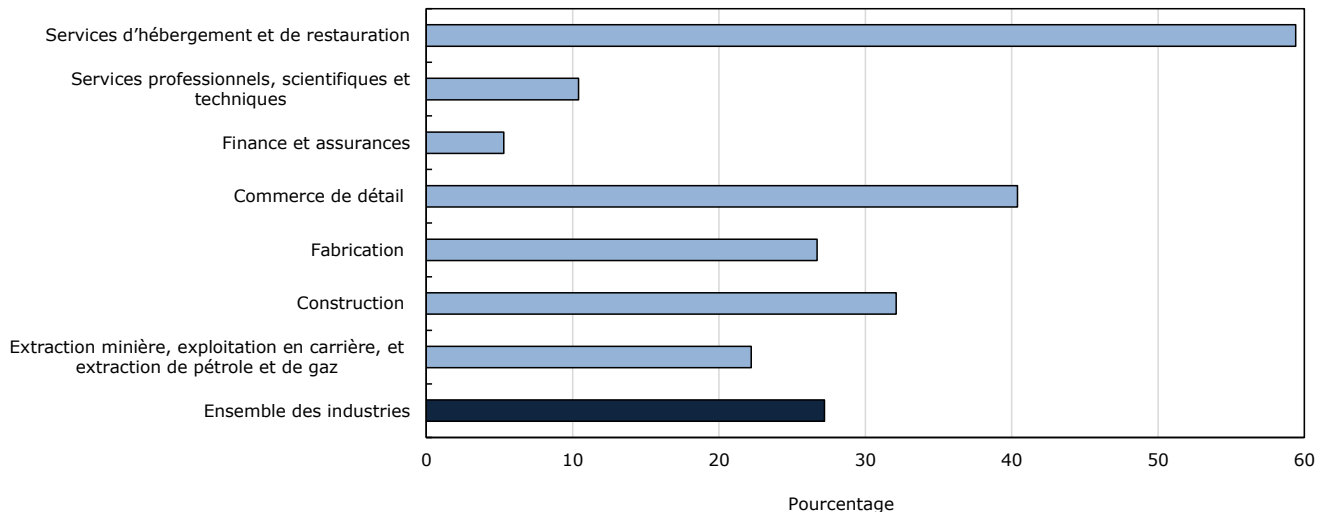
---

4. Selon les données tirées de la *Série d'enquêtes sur les perspectives canadiennes, mars 2020* de Statistique Canada, près de trois Canadiens sur dix ont indiqué que la COVID-19 avait des répercussions sur leur capacité de respecter leurs obligations financières ou de répondre à leurs besoins essentiels. On trouvera un sommaire de ces données à l'adresse <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200420/dq200420b-fra.htm>. Morissette et Messacar (2020) ont estimé qu'en l'absence de prêts ou de transferts gouvernementaux, environ une famille canadienne sur quatre pourrait être vulnérable sur le plan financier en raison des interruptions de travail liées à la COVID-19. Leur rapport est disponible à l'adresse <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00010-fra.htm>.

5. L'*Enquête canadienne sur la situation des entreprises* a permis de recueillir des renseignements au moyen de l'approche participative et n'a pas été menée selon un plan d'échantillonnage probabiliste. Par conséquent, les résultats ne peuvent être appliqués à l'ensemble de la population des entreprises canadiennes.

des secteurs de la construction et de la fabrication. Dans l'ensemble, un peu plus du quart des répondants ont déclaré avoir mis à pied 50 % ou plus de leur effectif, y compris environ 60 % de ceux qui œuvrent dans les services d'hébergement et de restauration et 40 % des détaillants (graphique 4). Près de 40 % des répondants ont déclaré avoir réduit les heures de travail ou les quarts de travail de leur personnel.

**Graphique 4**  
**Pourcentage des répondants ayant déclaré avoir licencié 50 % ou plus de leurs effectifs, certaines industries**



**Notes :** Les estimations sont tirées de données d'enquête obtenues au moyen de l'approche participative qui n'ont pas été recueillies selon un plan d'échantillonnage probabiliste.

**Source :** Enquête canadienne sur la situation des entreprises, mars 2020.

Les entreprises qui ont répondu à l'enquête ont aussi fourni des renseignements sur les répercussions que les interruptions prolongées de revenus pourraient éventuellement avoir sur la viabilité de leur entreprise. On a demandé aux répondants d'estimer, en date du 1<sup>er</sup> février, la durée pendant laquelle l'entreprise pourrait continuer à fonctionner sans source de revenus. Environ quatre répondants sur dix ont indiqué qu'ils pourraient uniquement fonctionner pendant deux mois ou moins. Cela comprend plus de la moitié des entreprises fournissant des services d'hébergement et de restauration (+54 %) et environ la moitié des détaillants. Les entreprises plus petites étaient aussi plus vulnérables aux perturbations de revenus. Parmi celles comptant de 5 à 19 employés, la moitié a déclaré qu'elles pourraient uniquement fonctionner pendant deux mois ou moins<sup>6</sup>.

### Baisses du commerce de marchandises alors que la COVID-19 a des répercussions sur la fabrication de véhicules automobiles

Les répercussions éventuelles de la COVID-19 sur les flux commerciaux canadiens sont devenues évidentes au début de l'année. Le commerce de marchandises avec la Chine a connu une baisse substantielle en janvier, alors que la Chine intensifiait ses efforts pour contenir le virus et que l'incidence de la fermeture d'usines en Chine sur les chaînes d'approvisionnement mondiales faisait l'objet d'évaluations à grande échelle. Les exportations à destination de la Chine ont diminué de 9,9 % en janvier, et les importations en provenance de la Chine ont enregistré une baisse de 12,6 %.

6. On trouvera un examen détaillé des répercussions de la COVID-19 sur les petites entreprises, fondé sur les renseignements déclarés par les répondants dans le cadre de l'*Enquête canadienne sur la situation des entreprises*, à l'adresse <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00018-fra.htm>.

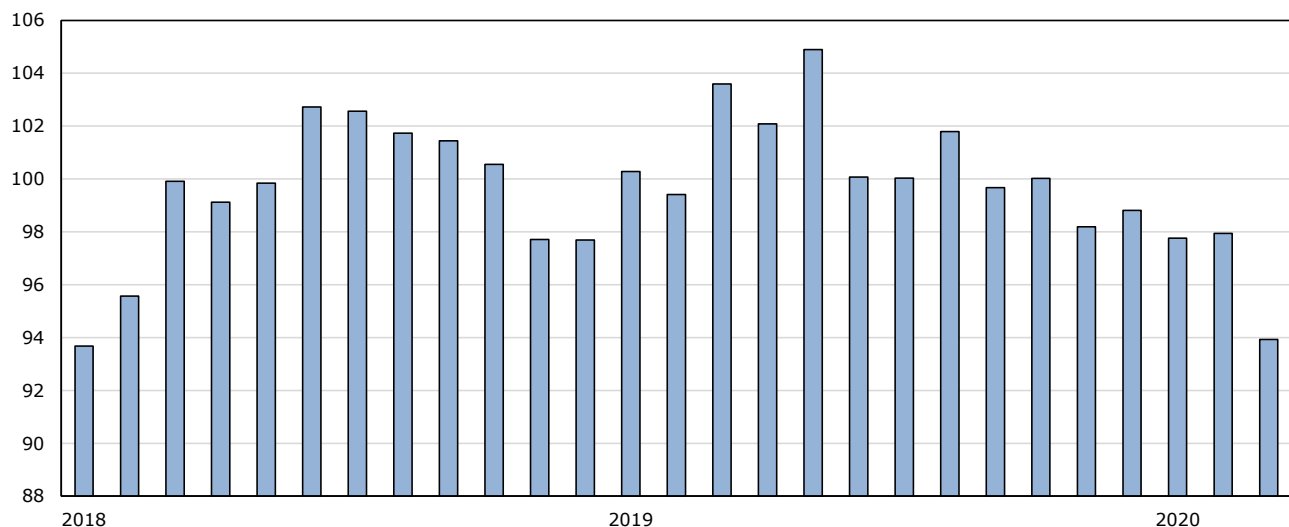


Le rapport sur le commerce de février fait ressortir de nouvelles baisses au chapitre du commerce entre le Canada et la Chine : les exportations vers la Chine ont diminué de 5,4 % de plus, et les importations ont reculé de 6,9 %. La baisse des importations en provenance de la Chine observée en février s'explique notamment par la diminution des importations d'ordinateurs et périphériques, de téléphones cellulaires, et de vêtements et accessoires.

En mars, les répercussions de la COVID-19 sur les flux commerciaux nord-américains étaient devenues évidentes, alors que la baisse du commerce entre le Canada et les États-Unis a fait passer le total du commerce de marchandises du Canada à son plus faible niveau mensuel depuis janvier 2018 (graphique 5). Au total, les exportations ont reculé de 4,7 % en mars, et environ 80 % de cette baisse est attribuable à la diminution des expéditions vers les États-Unis. De même, les importations ont fléchi de 3,5 %, et cette baisse est presque entièrement liée à la diminution des expéditions en provenance des États-Unis (graphique 6).

**Graphique 5**  
**Total du commerce de marchandises**

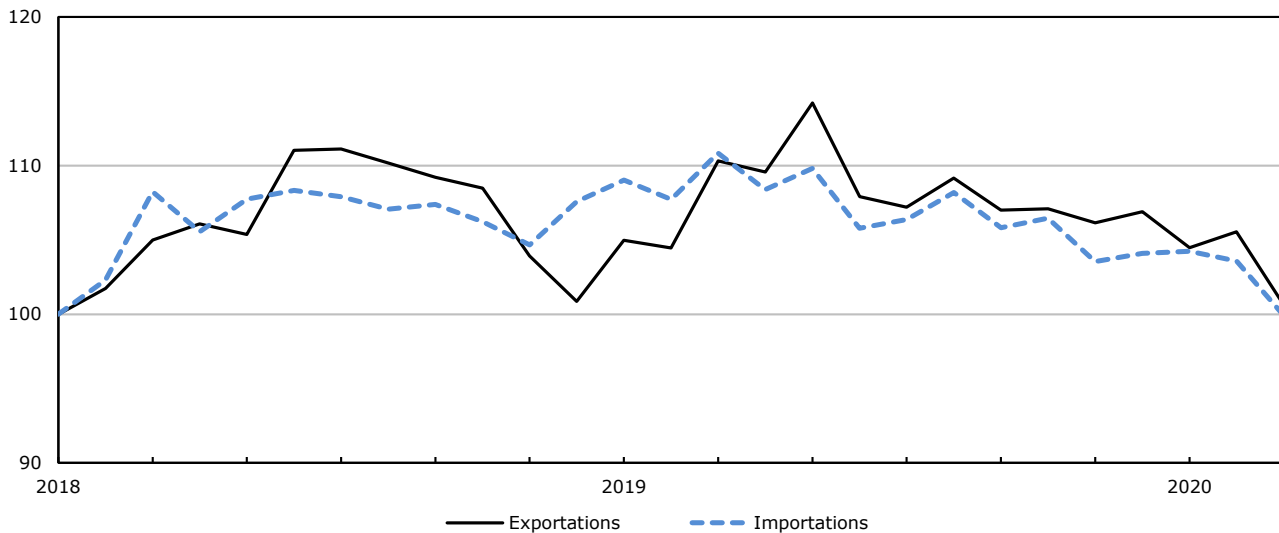
milliards de dollars



Source : Statistique Canada, tableau 12-10-0011-01.

### Graphique 6 Exportations et importations de marchandises

indice  
(Janvier 2018=100)



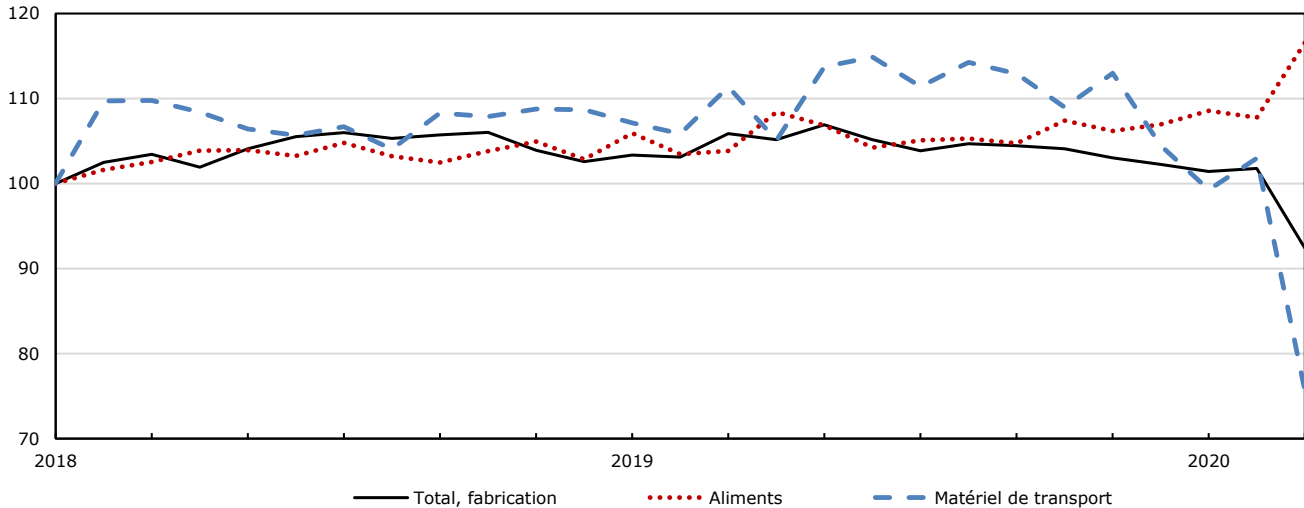
Source : Statistique Canada, tableau 12-10-0011-01.

En mars, la baisse des expéditions de véhicules automobiles et de pièces pour véhicules automobiles a contribué de manière substantielle aux reculs globaux enregistrés au chapitre du commerce de marchandises, les fabricants de véhicules automobiles et de pièces pour véhicules automobiles ayant commencé à réduire la production alors qu'on instaurait des mesures de santé publique visant à contenir la COVID-19. Les baisses au chapitre des aéronefs et du matériel pour aéronefs ont également contribué à faire diminuer les flux commerciaux, la production dans cette industrie ayant subi les contrecoups des arrêts de travail liés à la COVID-19.

Les ventes totales du secteur de la fabrication ont diminué de 9,2 % pour passer à 50,8 milliards de dollars en mars, le niveau le plus bas depuis juin 2016, plus des trois quarts des établissements manufacturiers ayant déclaré que leurs activités étaient affectées par la COVID-19. Plus de la moitié de la baisse estimée liée à la COVID-19 qui a été observée dans le cas des ventes totales du secteur de la fabrication est attribuable à la diminution des ventes des fabricants de matériel de transport. Les ventes des fabricants de véhicules automobiles de même que celles des fabricants de pièces pour véhicules automobiles ont reculé de plus de 30 % en mars. Par opposition, les fabricants d'aliments ont déclaré une augmentation des ventes en mars, laquelle est attribuable à la demande accrue de viande et de produits laitiers (graphique 7).

**Graphique 7**  
**Ventes du secteur de la fabrication, certaines industries**

indice  
(Janvier 2018=100)



Source : Statistique Canada, tableau 16-10-0047-01.

Le commerce de marchandises et les ventes du secteur de la fabrication devraient continuer à diminuer en avril en raison des répercussions des fermetures liées à la crise économique. Au milieu de mai, Statistique Canada a diffusé les données concernant le nombre de transactions d'importation de marchandises du Canada pour le mois d'avril. Les données portant sur les transactions d'importation ont tendance à suivre le mouvement des flux commerciaux mensuels de marchandises, et peuvent constituer un indicateur utile du niveau du commerce de marchandises. Le nombre de transactions d'importation a diminué de 22 % en avril, et était inférieur de 27 % au nombre enregistré en avril l'an dernier.

**L'inflation globale des prix à la consommation a ralenti au rythme le plus rapide observé depuis 2006**

L'Indice des prix à la consommation (IPC) de mars a mis en lumière les répercussions des baisses marquées des prix de l'énergie sur l'inflation globale des prix à la consommation. La baisse de la demande de pétrole qui a coïncidé avec l'intensification de la pandémie de COVID-19, conjuguée aux tensions entre les pays producteurs de pétrole, a fait baisser le prix du pétrole brut de référence (WTI), qui est passé de près de 47 \$ américains le baril au début de mars à un peu plus de 20 \$ américains à la fin du mois. En raison principalement des prix plus faibles de l'énergie, l'IPC d'ensemble a ralenti de façon marquée, étant passé de 2,2 % en février à 0,9 % en mars. Il s'agit de la décélération la plus prononcée de l'indice global, d'une année à l'autre, depuis septembre 2006. Les prix de l'énergie ont connu en mars leur plus forte baisse mensuelle depuis la fin de 2008.

L'Indice des prix à la consommation a diminué de 0,2 % d'une année à l'autre en avril, la baisse des prix de l'énergie ayant fait passer le taux global au-dessous de zéro pour la première fois depuis septembre 2009. Les prix de l'énergie, mesurés d'une année à l'autre, ont reculé de 23,7 % en avril. Si l'on exclut les prix de l'énergie, l'inflation des prix à la consommation a été de 1,6 % en avril.

## **Les estimations éclair du PIB de mars ont mis en évidence les répercussions des arrêts de travail sur la production**

Au milieu d'avril, Statistique Canada a diffusé une estimation éclair du produit intérieur brut (PIB) pour le mois de mars, estimation qui visait à fournir des orientations provisoires sur les répercussions qu'avaient les fermetures d'entreprises et les restrictions liées à l'éloignement physique sur l'activité économique. La diminution du PIB réel en mars a été estimée à environ 9 %, ce qui représente la plus forte baisse mensuelle observée pour ce qui est de la série de données actuelle (qui suit les mouvements depuis 1961). Si l'on se fonde sur l'estimation éclair de mars, le PIB réel diminuerait d'environ 2,6 % au premier trimestre de 2020. L'ampleur de ces baisses témoigne de la brutalité avec laquelle l'activité économique a été touchée dans divers secteurs axés sur les consommateurs, y compris le tourisme et les industries liées aux voyages, l'hébergement et la restauration, et le commerce de détail. Les répercussions initiales des fermetures sur les services gouvernementaux et d'enseignement ont aussi contribué à réduire la production projetée en mars.

La prochaine édition de cette série sur la COVID-19 comprendra une analyse des estimations officielles du PIB pour le premier trimestre ainsi que des données plus récentes sur l'emploi et les prix à la consommation. L'article sera diffusé dans *Aperçus économiques* en juin.

### **Références**

Morissette, R. et D. Messacar. 2020. Les arrêts de travail et la vulnérabilité financière. *STATCAN ET LA COVID-19 : Des données aux connaissances, pour bâtir un Canada meilleur*. N° 45280001 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Statistique Canada. 11 mai 2020. Répercussions de la COVID-19 sur les petites entreprises au Canada. *STATCAN ET LA COVID-19 : Des données aux connaissances, pour bâtir un Canada meilleur*. N° 45280001 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Statistique Canada. 5 mai 2020. *Commerce des biens médicaux et de protection*. *STATCAN ET LA COVID-19 : Des données aux connaissances, pour bâtir un Canada meilleur*. N° 45280001 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.